

# Un référendum teinté d'homophobie

Dossier réalisé par Maria Udrescu

- Les Roumains sont appelés aux urnes pour “protéger la famille traditionnelle” entre un homme et une femme.
- Le référendum installe un climat délétère pour la communauté LGBT.

**V**otez oui pour sauver nos enfants”, “Soyons 6 millions de citoyens présents aux urnes ! C’est la seule manière de protéger nos enfants”, “Si vous ne venez pas voter, deux hommes vont pouvoir adopter VOTRE enfant”.

Des dépliants pavent les rues, des affiches ornent les bâtiments, des vidéos inondent les réseaux sociaux, pour prévenir les Roumains d’un danger imminent : l’inévitable légalisation des mariages homosexuels et de leur droit à l’adoption. Tel est le message de la Coalition pour la famille (CPF), une nébuleuse d’ONG, qui a initié le référendum de ce 6 et 7 octobre, où les citoyens sont appelés à “défendre la famille traditionnelle” dans la loi.

Le référendum porte *stricto sensu* sur la redéfinition, dans la Constitution, du mariage comme “l’union entre un homme et une femme”, le terme d’“époux” étant considéré trop vague par la CPF. Or, le dictionnaire roumain définit explicitement les “époux” comme “deux personnes de sexe opposé unies par le mariage”. D’ailleurs, si la Cour constitutionnelle “avait estimé qu’époux pouvait signifier des personnes de même sexe, elle n’aurait pas donné le feu vert au référendum, car on ne peut pas modifier la Constitution pour restreindre des droits”, note le juriste Cristi Danilet, soulignant le paradoxe d’un plébiscite qui n’est autorisé que parce qu’il ne changerait rien à l’interdiction actuelle du mariage homosexuel. Si ce n’est qu’il privera les caisses publiques d’une vingtaine de millions d’euros de coût d’organisation. “C’est la plus chère traduction d’un mot du roumain en roumain de l’histoire”, soupire Florin Buhuceanu, de l’association Accept, qui

défend les droits des personnes LGBT.

Quid des enfants alors ? Juridiquement, un homosexuel a déjà le droit d’adopter en Roumanie puisque “l’orientation sexuelle ne peut pas être un critère dans la procédure”, note M. Danilet. Là encore, le référendum n’y fera rien et ne concerne pas ce sujet.

Qu’importe. Cette affaire n’est pas juridique, mais émotionnelle, tant elle en appelle aux peurs ancrées dans la conscience collective de la société. “Nous avons une histoire totalitaire qui a créé et alimenté une image du minoritaire agressif, disruptif, qui est un agent du cosmopolitisme immoral de l’Ouest, qui complotte contre la Roumanie”, analyse M. Buhuceanu.

## 3 millions

De signatures ont été récoltées pour demander ce référendum  
La Coalition pour la famille les a déposées au Sénat en 2016.

### L’homosexualité dépénalisée en 2001

La loi pénalisant l’homosexualité d’un à cinq ans de prison n’a été abolie qu’en 2001. Assez tard pour “laisser des traces dans les consciences. Des personnes jadis envoyées en prison restent perçues comme un danger”, estime M. Buhuceanu. Dans un sondage publié en 2012 par le Conseil national de la lutte contre la discrimination, seuls 32 % des Roumains se disaient prêts à s’asseoir à la même table qu’un homosexuel. Dans ce contexte, “il y avait zéro revendications pour légaliser le mariage des personnes de même sexe”, seulement des initiatives législatives visant à leur conférer une protection civile, bloquées au Parlement depuis dix ans. “C’est déjà difficile d’assumer son identité homosexuelle dans un pays crispé par l’altérité. Cette communauté est très peu visible”, observe M. Buhuceanu.

### “La Grèce a été mise à genoux”

Mais en 2015, éclate l'affaire Bodnariu, du nom d'un couple roumain de néoprotestants émigré en Norvège qui a vu ses enfants temporairement retirés de sa garde pour suspicions de violences domestiques. L'ultra-médiatisation de ce cas alimente le mythe de la famille traditionnelle roumaine attaquée par un Occident décadent. La même année, les mariages homosexuels sont légalisés en Grèce, berceau de la religion orthodoxe. “Qu'il soit écrit dans la Constitution que la famille chrétienne a comme base le code familial de l'Écriture sainte. La Grèce a été mise à genoux. Nous, nous sommes un peuple avec plus de croyants”, déclare alors le métropolitain de Banat.

C'est dans ce contexte propice qu'œuvre la Coalition pour la famille, rassemblant plusieurs ONG, notamment religieuses. L'initiative citoyenne née pour défendre des “valeurs traditionnelles” compte sur le soutien d'associations ultra-conservatrices américaines, impatientes d'exporter leur combat, après la défaite infligée par la Cour suprême des États-Unis qui autorise le mariage homosexuel, en 2015.

La CPF parvient à rassembler trois millions de signatures à travers le pays pour exiger un référendum destiné à “protéger la famille traditionnelle”, dans la Constitution. L'Église orthodoxe roumaine participe à ces efforts, en tentant de garder une position tolérante, comme le veut la doctrine chrétienne. “Ce référendum n'est pas organisé contre quelqu'un. C'est juste qu'il y a des provocations face auxquelles la Roumanie doit avoir une définition exacte de ce que signifie le mariage”, nous explique Visarion Alexa, de l'Église orthodoxe roumaine. Il se réfère par exemple au cas d'Adrian Coman qui, en juin 2018, a obtenu gain de cause auprès de la Cour de justice de l'UE pour que la Roumanie reconnaisse le droit de son conjoint américain, Clai Hamilton, de résider dans le pays.

### “L'homosexualité est un péché”

“L'Église a une opinion claire : l'homosexualité est un péché, comme l'avortement ou le divorce, poursuit M. Alexa. L'Église accueille avec amour les fidèles qui traversent ce genre de problèmes. Si je dis que l'avortement est un péché, je n'incite pas à la haine contre celles qui avortent. Je ne voudrais pas qu'il y ait une police législative qui me dise ce que je peux dire”, explique-t-il, se référant au cas d'un prêtre grec tombé sous le coup d'une loi contre l'incitation à la haine et évoquant les jours noirs du communisme en Roumanie où la parole était contrôlée.

Cette position officielle est toutefois court-circuitée par les dérives filmées dans certaines églises. Visarion Alexa concède que le message portant sur l'adoption d'enfants par des homosexuels “a été forcé. C'est une exagération, on ne peut pas kidnapper comme ça des enfants”. Reste que le métropolitain d'Ardeal déclarait mi-septembre que les homosexuels “vont prendre nos enfants, car ils ne peuvent pas en avoir”.

### Le discours ultra-radical de la Coalition pour la famille

En réalité, c'est surtout le discours ultra-radical de la CPF qui fait de l'ombre à celui, plus modéré, de l'Église. Après plusieurs sollicitations, la CPF nous met en contact avec l'un des initiateurs du référendum, Chirila Pavel, un médecin retraité, qui se vante de soigner “avec compassion” les gays et assure que la CPF n'a “rien contre les homosexuels, mais contre l'homosexualité”. Interrogé sur le danger qui guetterait le pays, il répond : “Dire qu'on est d'accord avec l'homosexualité et non avec la pédophilie est un sophisme. À 18 ans moins un jour, si un homosexuel tente d'attirer un jeune c'est un pédophile. Mais s'il attend deux jours, ce n'est plus le cas”. Confronté au fait que cela vaut aussi pour les hétérosexuels, il ajoute : “Oui mais à l'étranger, les homosexuels ont obtenu le partenariat civil, puis le mariage, et là des gens plaident pour la pédophilie”... L'adoption étant, selon lui, une autre étape dans ce processus. “Que vous ont fait les nouveau-nés, pourquoi voulez-vous les envoyer dans une famille anormale ?”, s'énerve-t-il.

Les politiciens ne sont pas en reste. La semaine dernière, Liviu Dragnea, chef du Parti social-démocrate (PSD) au pouvoir, déclarait qu'il allait voter “oui” ce week-end parce que “beaucoup de citoyens craignent qu'on légalise le mariage entre un homme et un animal, comme dans d'autres pays”, pourtant inexistant. Le quinquagénaire, divorcé puis remarié avec sa secrétaire de 24 ans, se présente comme le héraut de la famille traditionnelle, conscient de l'énorme capital électoral du référendum, idéal pour détourner l'attention de ses déboires avec la justice. “Le PSD cherche à améliorer le coefficient d'image, mais le vote pour le référendum n'est pas un vote pour le PSD”, insiste le prêtre Alexa, pestant contre ces manœuvres.

### Une question floue

Le PSD est dédié à la cause, à tel point qu'il entretient le mystère sur l'enjeu de ce plébiscite, le tournant sous cette question imprécise : “Êtes-vous d'accord avec la loi de révision de la Constitution de la Roumanie sous la forme adoptée par le Parlement ?” Le PSD n'a pas donné suite à nos demandes d'interview.

Quel que soit le résultat de ce référendum, il aura installé une atmosphère lourde pour la communauté LGBT. “À la télévision, les politiciens te décrivent comme quelqu'un qui vole les enfants des familles traditionnelles. Tu entends les gens parler en ces termes de toi dans les transports, dans la rue. En ligne, d'anciens collègues me promettent des coups”, nous raconte Victor Ciobotaru, étudiant homosexuel. “Ce genre de campagne aide à l'extrémisation”, note M. Buhuceanu, inquiet de voir cette radicalisation accoucher d'un parti d'extrême droite, inexistant en Roumanie. Pour l'instant.

“Partout, on te décrit comme quelqu'un qui vole les enfants des familles.”

Victor Ciobotaru  
Étudiant homosexuel